BUDGET 2027

Réorienter la dépense publique vers les mesures les plus utiles à l'économie

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 26.10.17

Paris, 1er octobre 2026

Contacts presse
Jean-Côme Delerue
01 47 63 31 31
06 77 64 40 78
jcdelerue@u2p-france.fr

Pauline Wicky
01 47 63 31 31
06 73 19 57 64
pwicky@u2p-france.fr

L'U2P est l'une des trois grandes organisations patronales françaises. Elle représente 3,5 millions d'entreprises, soit les 2/3 des entreprises françaises et réunit 5 organisations qui représentent ces catégories d'entreprises : la CAPEB (bâtiment), la CGAD (alimentation et hôtellerie restauration), la CNAMS (fabrication et services), l'UNAPL (professions libérales), et la CNATP (travaux publics et paysage).

A l'aube d'échéances électorales majeures qui permettront aux Français de dire les grandes orientations budgétaires qu'ils souhaitent pour le pays à l'avenir, **certains pourraient aborder les projets de loi de Finances et de loi de Financement de la sécurité sociale pour 2027 comme des budgets d'attente. Ce serait une grave erreur**.

La spirale négative dans laquelle sont engagées les petites entreprises françaises, soit 95% du tissu économique, nécessite des choix immédiats.

La maîtrise de la dépense publique et des dépenses sociales est un préalable indispensable, pour ne pas aggraver l'endettement du pays et la charge de la dette qui de plus en plus limitent notre liberté d'action, pour assurer aux entreprises un environnement fiscal stable leur permettant de faire des choix d'investissement, d'embauche et de croissance, pour orienter l'accompagnement de l'Etat vers les dépenses les plus utiles : la formation des jeunes à travers le maintien des aides à l'apprentissage et le soutien à l'emploi en préservant les allègements de charges sur les bas salaires.

L'U2P fera un examen approfondi des deux textes budgétaires mais accueille d'ores et déjà avec réalisme les grands équilibres choisis par le gouvernement pour engager la discussion parlementaire. Le PLF et le PLFSS prennent les moyens d'engager la réduction des déficits, y compris sociaux, de soutenir l'apprentissage, d'accentuer la lutte contre la fraude et de commencer à rééquilibrer l'effort de financement de notre modèle social au profit des actifs du pays.

« ***J'appelle les parlementaires à se saisir de ces deux projets de loi avec la volonté d'aboutir à un compromis plutôt que d'en faire les supports d'une opposition systématique et la scène de combats électoraux inappropriés. Les petits patrons attendent par-dessus tout une attitude responsable de la part des parlementaires.*** » a ajouté le Président de l'U2P, Michel Picon.